

Bauler (DP) hakt nach Was brachte das Konjunktur- programm?

Der DP-Abgeordnete André Bauler fordert in einer parlamentarischen Frage an Finanzminister Luc Frieden (CSV) und Nachhaltigkeits- und Infrastrukturminister Claude Wiseler (CSV), was das Konjunkturprogramm, das die Regierung Ende 2008 aufgelegt hatte, um besonders die kleinen und mittleren Unternehmen in der Krise zu unterstützen, genau gebracht hat. Insbesondere möchte er wissen, welche Maßnahmen oder Instrumente sich am effizientesten gezeigt haben um die Binnennachfrage zu stärken, welchen Wirtschaftszweigen das Programm am meisten zugute kam und im Rahmen welcher Investitionsvorhaben Aufträge an Luxemburger Betriebe gingen. Der Abgeordnete beantragt eine Zwischenbilanz der konjunkturell bedingten Investitionen seit Ende 2008. <

Comptoir des Fers et Métaux S.A.

Nouvelle CC

Les syndicats OGBL et LCGB ont signé mardi une nouvelle convention collective pour les 130 salariés de l'entreprise avec la direction de Comptoir des Fers et Métaux S.A.. La convention est entrée en vigueur le 1er mai dernier et courra jusqu'au 31 juillet 2012. La nouvelle convention prévoit deux grilles de salaires distinctes pour salariés non qualifiés et salariés qualifiés ainsi qu'une progression salariale par échelons (années de service, âge et expérience). A également été retenu qu'au bout de 4 ans de travail au sein de l'entreprise, chaque salarié de la société Comptoir des Fers et Métaux S.A. bénéficiera d'un treizième mois. Des jours de congé supplémentaires aux 26 accordés sont accordés en fonction de l'ancienneté du salarié. Le pécule de vacance est également lié à l'ancienneté. <

Finanzmarktsteuer LSAP zufrieden

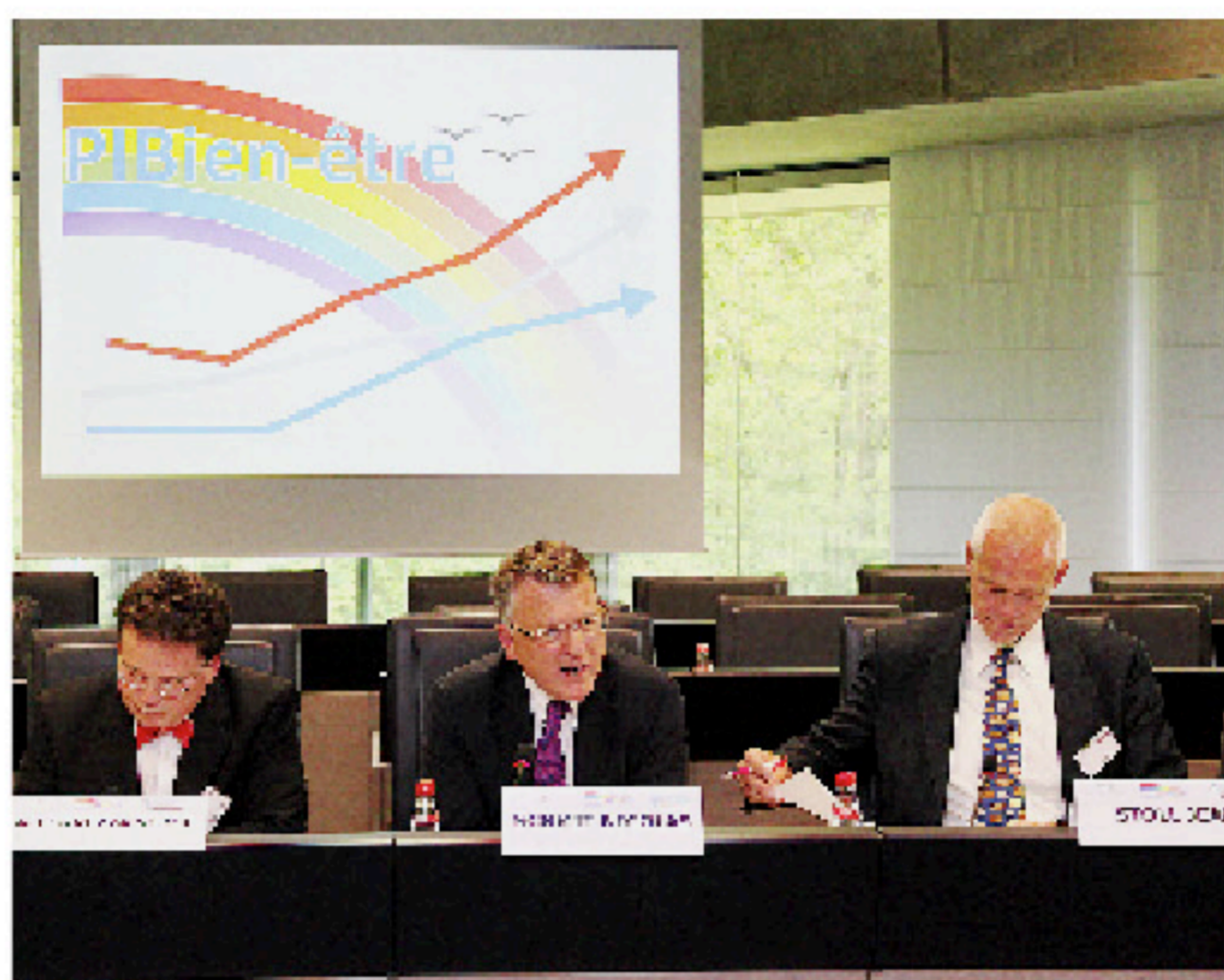
Die LSAP nimmt mit Zufriedenheit zur Kenntnis, dass sich nach langem Zögern und Versteckspiel nun endlich ein erster konkreter Fortschritt auf dem Weg zur Regulierung der internationalen Finanzmärkte abzeichne. Die Sozialisten sind sich aber auch bewusst, dass eine Transaktionssteuer nicht von Luxemburg alleine eingeführt werden kann; dennoch wird davor gewarnt, in dieser Frage auf europäischer Ebene eine allzu zögerliche Haltung einzunehmen. Um diese Fragen öffentlich zu erörtern, hat die LSAP eine Aktualitätsstunde beantragt, die am 1. Juni im Parlament stattfindet. <

Premier atelier de travail du projet «PIBien être» Au-delà de la croissance

«Ensemble avec le Conseil Supérieur pour un Développement Durable (CSDD) et le Conseil Economique et Social (CES), l'Observatoire de la Compétitivité développe un indicateur composite du bien-être au-delà de l'indicateur traditionnel PIB/tête en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique de long terme. Cet indicateur, qui tient compte des développements internationaux en la matière, est mis en place en se basant sur les statistiques et les bases de données officielles fournies par le Statec», lit-on dans le programme gouvernemental de la coalition CSV/LSAP dans le chapitre «Ministère de l'Economie et du Commerce Extérieur», rubrique «Compétitivité: vers un tableau de bord opérationnel».

«Trop peu d'éléments qualitatifs»

Les deux conseils avaient dédié la journée d'hier à un premier atelier de travail sur le sujet, soulevé dans certains rapports ces dernières années, dont celui sur le projet de budget de l'Etat 2010 présenté par le député Lucien Thiel (CSV) et mis au premier plan par la crise économique et financière. A l'international, la discussion sur les indicateurs manquants pour mesurer le progrès social, la façon de mesurer la «durabilité» ou l'intégration de critères environnementaux et sociaux dans un indicateur, est elle-aussi menée depuis de longues années, la France par exemple ayant chargé deux Prix Nobel, Amartya Sen et Joseph Stiglitz de l'élaboration des critères devant intervenir dans le calcul d'un «nouveau» PIB. Jean-Philippe Cotis, directeur général de l'institut français des statistiques INSEE et membre de la commission Stiglitz



Par ce premier atelier de travail, les organisateurs ont compté lancer un processus de «réconciliation entre ce qui compte et ce que l'on compte» Photo: clk

et Marie Bohatà, directeur général adjoint d'Eurostat étaient venus exposer aux participants du «workshop» - députés, économistes, statisticiens, syndicalistes, représentants d'ONG... - les réformes mises en oeuvre ou prévues en France et plus généralement en Europe. L'après-midi était réservé à la discussion entre participants, un panel parmi lequel figurait entre autres pour un moment le Ministre du Travail et de l'Emploi, Nicolas Schmit (LSAP) ouvrant la marche.

Pour Schmit, l'éclatement des «bulles» financières a démontré que nous sommes à court d'indicateurs pour bien mesurer les réalités et mieux maîtriser ces évolutions. «Nous avons privilégié le quantitatif et disposons de trop peu d'éléments qualitatifs», a-t-il regretté. Un constat qui s'applique évidemment aussi au Luxembourg - qui manque par exemple d'indications sur la distribution

des revenus. «La politique a besoin d'outils et de connaissances, nous avons certainement quelques retards à rattraper», a souligné le Ministre. D'autres intervenants ont suggéré d'inclure le patrimoine et ses produits dans un «nouveau» PIB, l'état de santé des citoyens, le temps de travail, les conditions environnementales dans lesquelles on vit etc. La mesure de ces facteurs - objective, neutre et sans équivoque selon des approches de préférence mondialement reconnues - n'est évidemment pas évidente. Un vaste débat qui va bien au-delà du cercle des statisticiens. Tous les intervenants ont certes été d'accord qu'il faut déjà améliorer les instruments de mesure existants. Serge Allegrezza, directeur du Statec et président du Conseil Economique et Social, a détaillé hier les réformes en cours en ce qui concerne la comptabilité nationale. Cette dernière a par exemple évolué

ces dernières années avec notamment la publication des comptes nationaux trimestriels, le développement des comptes sectoriels ou encore la mise en place d'une balance énergétique du pays.

Construire un PIB «vert»

Il s'agirait pour ce dernier point de la première pierre en vue de la construction d'un PIB «vert». La publication d'une série de nouveaux tableaux statistiques en relation avec l'énergie est prévue le mois prochain juin. Parmi les révisions en cours de préparation, Allegrezza a cité la mise à jour des nomenclatures centrales des branches d'activité (NACE) et des produits (CPA) - les résultats des travaux seront connus en octobre 2011. La deuxième grande révision en cours est d'ordre méthodologique et concerne l'introduction du système européen des comptes de 2010 (SEC2010), actuellement en phase de finalisation auprès d'Eurostat (Office statistique de l'Union européenne). La révision comporte notamment le reclassement des dépenses pour recherche et développement en dépenses d'investissement ainsi que l'évaluation de la dette implicite des systèmes de retraites employeur et de sécurité sociale non financés par la constitution explicite de fonds. La première publication des comptes nationaux selon le SEC2010 est prévue pour octobre 2014.

Quant au «PIBien-être», un large débat au Luxembourg n'en est qu'à ses débuts. Deux autres ateliers, l'un portant sur la qualité de vie, l'autre sur le développement durable sont d'ores et déjà prévus, de même que des conférences spécifiques portant sur chacun de ces thèmes. > c.

> Liens: www.ces.public.lu/
www.csdd.public.lu

Noch viele Fragen offen

Minister informieren Abgeordnete über aktuellen Stand des Projekts Liwingen

Gleich drei Minister - Nachhaltigkeitsminister Claude Wiseler (CSV), Mittelstandsministerin Françoise Hetto-Gaasch (CSV) und Sportminister Romain Schneider (LSAP) - hatten sich gestern Vormittag auf den Weg in die Abgeordnetenkammer gemacht, um dort, auf Anfrage der Fraktion der „déli Gréng“, den Mitgliedern der beiden parlamentarischen Kommissionen für Mittelstand und für nachhaltige Entwicklung Rede und Antwort zu stehen, was den aktuellen Stand des geplanten Einkaufszentrums in Liwingen anbelangt.

Bekanntlich will die Regierung am Standort Liwingen festhalten, wo nicht nur ein 75.000 Quadratmeter großes Einkaufszentrum, sondern zudem eine Fußballarena entstehen würde, so dass das Projekt Liwingen von verschiedenen Seiten immer wieder als völlig überdimensioniert bezeichnet wurde.

Auch wurde in der Öffentlichkeit kritisiert, dass das geplante Shopping-Center samt Fußballarena den Richtlinien des Integrativen Verkehrs- und Landesplanungskonzepts (IVL) flagrant zuwider laufe, was Nachhaltigkeitsminister Wiseler aber noch

vor kurzem in einer Fragestunde im Parlament anders sah, als er hervorhob, dass Liwingen nicht im Gegensatz zum IVL und zu den Entwürfen der sektoriellen Leitpläne stehen würde. Auch werde eine Impaktstudie den Umweltbelangen Rechnung tragen und gelte es den Masterplan abzuwarten, so Wiseler Mitte März in der öffentlichen Fragestunde, geht es hier doch nicht zuletzt auch um die Kostenverteilung, soll das Projekt doch via PPP-Prozedur (Privat-Public-Partnership) realisiert werden.

Zwei Monate später scheint der Minister noch nicht viel klarer zu sehen, stehen doch immer noch eine ganze Reihe von Studien in Bezug auf den Naturschutz und die Landesplanung aus, wie im Anschluss an die gestrige gemeinsame Sitzung der beiden Kammerratschüsse zu erfahren war, wo Claude Wiseler noch einmal den Standort Liwingen verteidigte, dies insbesondere wegen der guten Verkehrsanbindung. Allerdings müsse der Promotor des Bauprojekts hier noch Rückhaltebecken bauen, handelt es sich bei Liwingen doch bekanntlich um ein Überschwemmungsgebiet. Je nachdem,

so Wiseler weiter, müsse die Autobahn in Höhe des geplanten Einkaufszentrums aber auf einer Länge von einigen hundert Metern auf drei Spuren ausgebaut werden.

Parlamentarische Anfragen von Eugène Berger

Eugène Berger, ehemaliger Staatssekretär im Umweltministerium und einer der beiden DP-Vertreter in der Mittelstandskommission, sprach uns gegenüber von einem wahren „Dschungel an Studien“, mit dem sich der Ressortminister jetzt herummühen müsse. Auch wunderte sich Berger, dass in Sachen Liwingen immer noch kein klares Konzept vorliege, vor allem auch was die Finanzierung des Projekts anbelange, wo die Regierung ja mindestens 30 Millionen Euro in die Straßeninfrastruktur investieren müsse.

Stark wundert musste sich der Oppositionspolitiker zudem, dass Wirtschaftsminister Jeannot Krecké (LSAP) das Projekt seinerzeit verteidigt habe, indem er auf die bis zu 3.000 Arbeitsplätze hingewiesen habe, die

hier eines Tages entstehen könnten, derweil seine Kollegin Mittelstandsministerin Françoise Hetto-Gaasch (CSV), deren Ministerium bislang noch nicht mit einem diesbezüglichen Dossier konfrontiert wurde, in keinerlei Hinsicht darüber informiert sei, wie viele Arbeitsplätze hier wirklich entstehen sollen. Dies, so Berger, zeige jedenfalls wieder einmal mit aller Deutlichkeit, wie in dieser Regierung miteinander gesprochen werde.

Eugène Berger richtete sich gestern dann auch mit gleich zwei parlamentarischen Anfragen an die Ressortminister für nachhaltige Entwicklung und Sport, in denen er u.a. wissen will, welche anderen Standorte in Sachen Fußballarena in Betracht gezogen wurden, ob hierzu eine Vergleichsstudie existiere, und warum die Regierung sich gerade für Liwingen entschieden habe. Auch will Berger erfahren, welche Studien noch bis zur Baugenehmigung des Projekts Liwingen ausstehen würden, wo die Genehmigungsprozeduren dran seien und ob die beiden Minister der Abgeordnetenkammer die Resultate der bereits realisierten Studien zur Verfügung stellen könnten. <